



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MOSELLE

Préfecture
Direction des Libertés Publiques

ARRÊTÉ

N° 2012-DLP/BUPE-566 du 10 DEC. 2012

mettant en demeure la société KLV TERRASSEMENT, sise route de Marimont à BOURGALTROFF, de respecter les dispositions des articles 5 et 9 de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes sous un délai maximal de 24 heures à compter de la notification du présent arrêté.

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE EST
PREFET DE LA MOSELLE
CHEVALIER DANS L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le Code de l'Environnement, Titre Ier du Livre V et notamment l'article L.514-1 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté n° DCTAJ-2012-A- 30 du 25 juin 2012 portant délégation de signature en faveur de M. Olivier du CRAY, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

VU l'arrêté municipal du 14 octobre 2003 portant autorisation de création d'un centre de stockage de déchets inertes ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 juin 2008 portant autorisation d'exploiter l'installation de stockage destinée à recevoir des déchets d'amiante liée à des matériaux inertes ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2010 portant autorisation d'agrandir le site ;

VU l'arrêté ministériel du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes ;

VU l'inspection en date du 15 décembre 2010 lors de laquelle la Direction Départementale des Territoires a mis en évidence un stockage illicite de déchets industriels banals sur le site exploité par la société KLV TERRASSEMENT à BOURGALTROFF ;

VU la demande d'antériorité de la société KLV TERRASSEMENT en date du 24 août 2012 ;

VU le donné acte à la société KLV TERRASSEMENT de son droit d'antériorité de Monsieur le Préfet en date du 8 octobre 2012 ayant pour conséquence de classer l'ensemble du site de BOURGALTROFF à autorisation au titre de la législation des installations classées sous la rubrique 2760-2 de la nomenclature ;

VU la visite d'inspection réalisée par l'Inspection des Installations Classées en date du 20 septembre 2012 sur le site de la société KLV TERRASSEMENT à BOURGALTROFF ;

VU les résultats des investigations réalisées par ANTEA sur le stockage de déchets illicites afin de déterminer l'ampleur et la nature des déchets composant ce stockage dans son rapport A67462/A de juillet 2012 ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 6 décembre 2012 ;

CONSIDERANT que la société KLV TERRASSEMENT a reçu sur son site des déchets non inertes de 2007 à 2011 ;

CONSIDERANT que l'article 5 de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes dispose : *« Peuvent être admis dans les installations de stockage visées par le présent arrêté les déchets inertes respectant les dispositions du présent titre. »* ;

CONSIDERANT que l'article 9 de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes dispose : *« Pour tout déchet inerte non visé par la liste de l'annexe I du présent arrêté, et avant son arrivée dans l'installation de stockage de déchets inertes, le producteur du déchet effectue une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité de stocker ce déchet dans l'installation de stockage.*

Cette acceptation préalable contient a minima une évaluation du potentiel polluant du déchet par un essai de lixiviation pour les paramètres définis à l'annexe II du présent arrêté et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans la même annexe. Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé NF EN 12457-2.

Les déchets ne respectant pas les critères définis en annexe II, le cas échéant adaptés dans les conditions de l'article 10, ne peuvent pas être admis. »

CONSIDERANT que, de ce fait, la société KLV TERRASSEMENT ne respecte pas les dispositions des articles 5 et 9 de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes ;

CONSIDERANT que ces non respects sont de nature à engendrer un risque de pollution des eaux superficielles et souterraines, de l'air et du sol ainsi que des nuisances olfactives ;

CONSIDERANT qu'en cas de constatation de non respect des conditions imposées à un exploitant d'une installation classée, le Préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ses obligations, en application de l'article L.514-1 du Code de l'Environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,

A R R E T E

Article 1^{er}

La société KLV TERRASSEMENT, sise route de Marimont à BOURGALTROFF, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 5 et 9 de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes sous un délai maximal de 24 heures à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : En cas de non respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures et sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du code de l'environnement. (livre V, titre 1).

Article 3: Droits des tiers

En vertu de l'article L514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.


Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

-par l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où elle lui a été notifiée ;

-par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte.

Article 4 :Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, la Sous-Préfète de CHÂTEAU-SALINS, le Maire de BOURGALTROFF, les Inspecteurs des Installations classées, et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général



Olivier du CRAY